

## BRIEFING MENSUEL DU CONTEXTE SECURITAIRE ET POLITIQUE DE LA RDC

Janvier 2026

Ce feuillet décrit succinctement la situation sécuritaire ainsi que le contexte politique mensuels des provinces de la RDC<sup>1</sup>.

### 1° NORD-KIVU

Le contexte sociopolitique au Nord-Kivu reste marqué par une situation sécuritaire dominée par l'occupation d'une grande partie de la province par les rebelles du M23, appuyés par le Rwanda, qui ont établi leur quartier général dans la ville de Goma. Dans cette cité, toutes les voix dissidentes sont réduites au silence. C'est le 26 janvier que l'occupation de la ville de Goma par la rébellion du M23 a totalisé une année. Depuis sa chute, Goma a cessé d'être le chef-lieu de la province du Nord-Kivu, du reste délocalisé temporairement dans la ville de Beni.

Les Organisations de la Société Civile et les médias sont pratiquement réduits au silence. Pire, certaines personnes se faisant passer pour des représentants de la Société Civile sont parfois invitées par les autorités de fait, jetant ainsi plus de discrédit sur le mouvement associatif local.

Des cas de tueries ciblées, attribuables aux rebelles eux-mêmes, sont fréquemment répertoriés. A cela s'ajoute l'insécurité entretenue par de jeunes rwandais en provenance de la ville voisine de Gisenyi. Ceux-ci se font passer pour des militaires, s'emparent des véhicules des paisibles citoyens et exigent des taxes. Il est difficile de distinguer les rebelles qui occupent Goma de ces inciviques...

Au plan économique, aucune banque ne fonctionne et de nombreuses activités sont à l'arrêt. Plusieurs services publics ont repris, mais avec un personnel affilié aux rebelles, laissant des milliers de fonctionnaires sur la touche. Ces derniers résistent en continuant de dépendre du salaire payé par le Gouvernement central.

Les opérateurs économiques locaux travaillent dans des conditions précaires : le marché est saturé par des commerçants rwandais qui importent des marchandises sans aucune réglementation et appliquent des prix dérisoires, bénéficiant d'avantages dont les Congolais sont désormais privés dans leur propre pays.

Les travaux communautaires, communément appelés « *Salongo* », sont effectués par contrainte : les « autorités » passent de porte en porte pour vérifier leur exécution. En cas de manquement, même un père de famille peut être fouetté devant ses enfants...

Du point de vue judiciaire, les Cours et Tribunaux sont à l'arrêt. Les rebelles ont créé des « centres d'arbitrage » pour les affaires civiles, dirigés par du personnel non-juriste. Celui de Goma est dirigé par un militaire économiste dont les méthodes sont arbitraires. Il n'hésite pas à rouvrir des dossiers déjà clos pour rendre une justice favorable à l'ethnie Tutsi, sous prétexte de « réhabilitation de leurs droits ». Des familles sont ainsi chassées de leurs maisons au profit de familles venues du Rwanda.

En revanche, la ville de Beni ploie plus sous une criminalité urbaine grandissante. Le phénomène dit des « 40 voleurs », autrefois propre à Goma, y prend de plus en plus corps.

---

<sup>1</sup> Il s'agit des éléments clefs tirés des rapports mensuels des coordinations provinciales du RRSSJ

## **2° KASAÏ CENTRAL**

Dans le cadre du maintien et du rétablissement de l'ordre public face aux bavures dans l'exploitation des Taxi-moto et dans le souci d'assurer l'ordre public par la police, des groupes de motards ont décidé d'une grève en date du 20 janvier 2026 en guise de protestation contre ce qu'ils estiment être des tracasseries et arrestations arbitraires par la police sur la voie publique à Kananga. C'est ainsi que la journée de lundi 20 janvier 2026 a été une journée sans taxi-moto sur toute l'étendue de la Ville de Kananga.

## **3° TSHOPO**

En janvier 2026, le contexte de la province de la Tshopo a enregistré un accent politique particulier, marqué notamment par la réhabilitation du Gouverneur de province, monsieur Paulin LENDONGOLIA, par la Cour Constitutionnelle et l'ouverture d'une procédure d'invalidation de huit des vingt-neuf Députés provinciaux (pour absentéisme). A cette crise étouffée au niveau provincial, s'ajoutent les cas de bras de fer qui opposent les organes Exécutif et Délibérant des Communes de Kabondo et Tshopo, dans la ville de Kisangani.

Cependant, la situation sécuritaire est demeurée fluctuante, avec des zones relativement stables et d'autres affectées par l'insécurité. La criminalité urbaine bat son plein à travers la ville de Kisangani et ses environs immédiats où sont enregistrés et fréquemment déplorés des cas de vol à mains armées, extorsions, agressions physiques, etc. Il y a aussi prolifération des barrières illégales qui affectent négativement le trafic routier.

A Yangambi, des incidents graves ont opposé des éléments de la Police Nationale Congolaise aux étudiants de l'Institut Facultaire Agronomique (IFA). A la base la tracasserie policière. Yangambi, est un site universitaire, scientifique et classé réserve de biosphère.

Aussi, six détenus de la Prison d'Osio ont été tués des suites d'une tentative d'évasion dans la nuit du 26 au 27 janvier. Certains pensionnaires de ce centre de détention ont, en effet, réussi à percer le mur dans la cellule numéro 37, profitant du vent violent qui sifflait et de la pluie. Les éléments de l'Armée et de la Police commis à la garde soutiennent avoir procédé à des tirs de sommation, avant de tirer à bout portant face au refus d'obtempérer.

## **4° VILLE-PROVINCE DE KINSHASA**

La partie Nord-Est de la ville de Kinshasa, particulièrement la Commune urbano-rurale de Maluku, fait face à la menace réelle d'infiltration des éléments de la milice appelée « Mobondo<sup>2</sup> » et à la vague des personnes déplacées fuyant cette milice dans les provinces de Mai-Ndombe et Kwango. Le renforcement de la présence militaire à Maluku laisse transparaître certaines limites dans la mesure où il y a très peu de moyens et d'équipements mis à la disposition de la Force Navale qui gère la majorité de voies d'accès à la Commune de Maluku.

En date du 08 janvier 2026, des bandits armés ont abattu le professeur Mathieu Abata Diabar, à la suite d'une incursion nocturne dans son domicile situé au Plateau des professeurs, dans la commune de Lemba, à Kinshasa. Selon des témoins, le drame s'est produit vers 1 heure du matin. Les mêmes sources rapportent que ces malfrats ont tiré à bout portant sur Mathieu Abata Diabar, qui était professeur au département des Lettres et Civilisation française de la Faculté des Lettres à l'Université de Kinshasa (UNIKIN). Il a ensuite succombé à ses blessures.

---

<sup>2</sup> La milice Mobondo est un groupe armé issu d'un conflit foncier, en 2022, entre les communautés Teke (autochtones) et Yaka (agriculteurs) à Kwamouth, dans la province du Mai-Ndombe. Cette milice, principalement composée de Yaka, a dégénéré en crise sécuritaire et humanitaire majeure qui, non seulement a provoqué plusieurs milliers de morts, contraint près de 300.000 autres personnes aux déplacements massifs, mais aussi s'est déployé jusqu'aux portes de la ville de Kinshasa.

Des cas d'insécurité sont observés au quartier Ferme-Orgaman, dans la Commune de Mont-Ngafula, à Kinshasa. Des bandits munis notamment de machettes et d'armes à feu sèment la terreur et la désolation. Ils pénètrent dans les maisons, cassent, pillent, tabassent, et violent, le cas échéant. Les cas sont nombreux.

Les cas d'enlèvements et de criminalité urbaine (phénomène Kuluna) refont surface avec beaucoup plus d'ampleur dans les Communes périphériques de la ville, en l'occurrence Mont-Ngafula, Kimbanseke et Nsele. A cela s'ajoutent d'autres aspects de la sécurité qui affectent dangereusement les habitants de la capitale. Il s'agit de :

- a) *Salubrité publique* : l'absence des dépotoirs publics, la non-évacuation des immondices, le non-nettoyage des égouts, etc. exposent les habitants de la ville à des maladies diverses ;
- b) *Circulation routière* : le mauvais état de la plupart des artères, la faible éducation civique des masses, la mauvaise gestion de la circulation routière par la Police sont parmi les maux qui rongent la ville de Kinshasa au point de soumettre ses habitants à des sérieuses difficultés de déplacements dues notamment aux embouteillages et des voies détournées.

## **5° KASAÏ ORIENTAL**

L'actualité ayant marqué la province du Kasai-Oriental, en janvier 2026, c'est le processus d'enrôlement des jeunes dans l'Armée. A cela s'ajoutent les accidents de moto qui seraient occasionnés, en majeure partie, par les agents de la Police de Circulation Routière (PCR) ainsi que les cas de personnes retrouvées sans vie, à Mbuji-Mayi et dans les Territoires.

Dans la ville de Mbuji-Mayi, un groupe dénommé « Beauchiers », composé d'hommes et de femmes, terrorise les quartiers ouest de la Commune Bipemba, notamment Kabuatshia et Kakelenga. Des témoins rapportent que ces voleurs opèrent par ruse, inventant des scénarios pour distraire les victimes avant de s'emparer de leurs biens, souvent à leur insu, et multiplient actes de violence et délinquance au quotidien.

Leur mode opératoire se décline comme suit :

- 1) Ils sont très fréquents aux abords des banques, comptoirs de diamants et marchés ;
- 2) Pour tromper leurs proies, ils soignent leur apparence : peau éclaircie à l'hydroquinone, cheveux teints et vêtements propres ;
- 3) Ils se font passer pour des étrangers égarés, profitant de la distraction pour voler argent ou sacs ;
- 4) Ils ciblent aussi les motocyclistes ;
- 5) Ils replient à leur repère de Kabuatshia, Kakelenga ou le marché Bakua Nsumpi, aussitôt après leurs forfaits.

Ces hommes et femmes défient ouvertement les forces de l'ordre. Un commandant de la sous-station de Bipemba rapporte avoir été menacé physiquement et harcelé par messages anonymes après des tentatives d'arrestation.

Dans la nuit du 09 au 10 janvier 2026, à Bipemba, commune de Mbuji-Mayi, un policier et son enfant de moins de 10 ans ont été grièvement blessés par balles par des hommes armés portant l'uniforme de la Police Nationale Congolaise. Un des assaillants a été maîtrisé par les éléments de la police de proximité arrivés sur les lieux. Cet incident s'inscrit dans une série d'actes criminels qui sèment la peur dans cette municipalité depuis plusieurs jours, rapportent des témoins.

La Bourgmestre de la Commune de Bipemba réclame un renforcement des effectifs policiers pour sécuriser la population.

## **6° KATANGA**

Cinq personnes sont mortes dont deux calcinées et de nombreuses autres ont été blessées en date samedi 31 janvier 2026, lors du déraillement d'un train de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC) au Tanganyika.

Le train Bana-Katanga a déraillé et s'est renversé dans le ravin d'une rivière située au niveau du pont de Kabanda, entre les villages de Kiluba et Makala. La locomotive est sortie des rails avant de chuter dans un ravin, provoquant un incendie et d'importants dégâts matériels.

Le 15 janvier 2026, les forces de l'ordre ont réprimé, la marche organisée par la jeunesse contre la réinstauration de la taxe péage dans la cité de Kongolo, dans le Tanganyika. Les manifestants exigeaient la réhabilitation préalable des routes de Kongolo, actuellement dans un état de délabrement avancé, avant toute reprise du paiement de cette taxe.

Le 10 janvier 2026 à Lubumbashi, la Police a présenté sept présumés bandits de grand chemin ainsi que deux femmes soupçonnées de recel, dans le cadre de l'opération Ndobu. L'un des suspects, connu sous le surnom de « Jaguar » est accusé d'avoir tué un militaire des FARDC. L'arme de la victime figure parmi les objets saisis lors de l'opération.

Les présumés bandits avaient en leur possession trois armes AK-47, sept chargeurs garnis, des ordinateurs portables, vingt-cinq téléphones cellulaires, trois montres, des congélateurs, une importante quantité de boissons fortement alcoolisées et plusieurs autres biens de valeur volés dans différentes alimentations.

La police les accuse de vol qualifié, meurtre, association des malfaiteurs, détention illégale d'armes de guerre et de munitions. Ils ont été arrêtés dans la maison de Madame Tshibalanza Mwape alias « Faux Mère » au camp militaire Major Vangu de Lubumbashi.

Ces malfrats se regroupaient souvent chez cette femme avant d'aller opérer. Cette dernière serait multirécidiviste : elle a été plusieurs fois arrêtée pour recel d'objets volés et recel de malfaiteurs, mais elle a toujours été relâchée, s'indigne la police. Cette bande est accusée par la police d'avoir opéré dans plusieurs villes, notamment à Kalemie, Kolwezi, Fungurume, Mbuji-Mayi, Lubumbashi, Likasi, Kasumbalesa et Kambove.

En date du 11 janvier 2026, dans la cité de Manono, la manifestation organisée par des motocyclistes pour protester contre la mort d'un des leurs collègues a été réprimée par la Police. Un motard a, en effet, été tué par un militaire des FARDC, lors d'une dispute sur le prix du transport. L'incident s'est produit à 7 km du centre de Manono, au village Kanteba où le militaire, après avoir pris le motard pour une course depuis Ngoya (35 km vers Lubumbashi dans le Haut-Katanga.), afin de le déposer à Manono a fui avec la moto volée ; les services de sécurité le traquent.

Le journaliste Isidore Kashulwe, évoluant dans le territoire de Moba (Tanganyika), a été arrêté sur ordre du conseil de sécurité local. D'après le commandant des FARDC, force terrestre à Moba, le journaliste a été arrêté pour avoir diffusé des propos jugés mensongers dans un de ses reportages en citant un militaire des FARDC comme étant l'auteur d'un coup de feu qui avait blessé une femme.

En date du 09 janvier 2026, les services de sécurité ont interpellé au moins 20 jeunes présumés délinquants, dont certains seraient des militants de partis politiques, à Lubumbashi, chef-lieu du Haut-Katanga. Ils ont été présentés ce vendredi 9 janvier à la maire intérimaire de Lubumbashi dans le cadre de l'opération « Zéro délinquants au centre-ville ».

Parmi ces 20 personnes figurent deux femmes. Ces jeunes sont accusés d'harcéler et de tracasser la population au centre-ville de Lubumbashi. La maire intérimaire, Joyce Tunda Chansa, a demandé aux partis politiques de retirer certains de leurs militants du centre-ville afin de préserver l'ordre public. Elle a assuré que la traque des jeunes inciviques se poursuivra.

En du 02 janvier 2026, à Kipushi : plusieurs mouvements citoyens ont organisé, une marche pacifique dans la cité de Kipushi, située à 30 km de la ville de Lubumbashi. Les manifestants ont protesté contre la recrudescence de la criminalité et exigé que justice soit rendue après le meurtre d'un défenseur judiciaire et d'autres personnes. Ils ont appelé les autorités à prendre des mesures urgentes et efficaces pour lutter contre l'insécurité à Kipushi. La marche a été encadrée par les forces de l'ordre. Les manifestants ont traversé les grandes artères de Kipushi sans incident jusqu'au bureau du territoire.

### **7° MANIEMA**

Les Wazalendo offrent pratiquement l'opportunité aux bandits à mains armées de commettre les forfaits tant déplorés, dans la ville de Kindu et à l'intérieur de la province du Maniema (viol, vol, tuerie...). Ils sont à la base de beaucoup de désolation et du désordre : violences sexuelles, enlèvements, etc. Il est observé, presque partout, des cas de perte en vies humaines, de tracasserie, d'accrochage avec les militaires et policiers, de circulation illicite des armes et petit calibre.

Dans le Territoire de Lubutu, une personne de sexe masculin a été tuée par un policier, le 03 janvier 2026, au village Babondjela, dans le Secteur d'Obokote. Bien avant cela, c'est à Obondjele qu'un civil a été froidement abattu des éléments présumés des FARDC. Ces actes graves et inacceptables, contraires à la mission régaliennne de protection des citoyens constituent une violation flagrante des droits humains et de l'État de droit.

Dans l'ensemble, la situation sécuritaire, en janvier 2026, est restée préoccupante, notamment dans l'axe routier Kasongo-Kibaraka-Kasenga-Ndekemanga. Pour quitter Kasongo-Wamaza et vice-versa, il faut avoir 2.5000 FC en poche sans même discuter où parler surtout aux barrières de miliciens Malaïka de MANDEVU qui sont plus dans la Chefferie de Nonda.

Les points chauds dans la Commune rurale de Kasongo sont plus dédiés aux tracasseries plutôt qu'à la sécurisation des personnes et leurs biens. Plusieurs cas d'arrestations arbitraires ont été répertoriés lors de la tournée et/ou de la patrouille dans cette entité. Un conflit latent est signalé dans le Territoire de Kabambare. Il pourrait opposer les communautés des Bangubangu Salamabila et Bangubangu Lulindi.

A Kaïlo, dans les Groupements Kulu et Kasenga, Secteur de Wasongola, les ménages se déplacent dans les différents villages de l'axe Kasongo, craignant les affrontements entre les Wazalendo et les FARDC.

### **8° EQUATEUR**

Le climat politique est délétère à Mbandaka. Un collectif de citoyens, se qualifiant de « révoltés », a déposé une pétition au début de cette semaine pour exiger la dissolution de l'Assemblée provinciale de l'Équateur. Ils accusent les députés de paralyser l'Exécutif provincial par des interférences intempestives et des pratiques de clientélisme. Dans leur pétition, ils soulignent le fait que « *Les députés se comportent comme des gestionnaires. Ils bloquent des dossiers importants et s'immiscent dans les attributions de l'exécutif. Nous disons trop c'est trop, cette assemblée doit être dissoute pour laisser la province respirer* ».

Au-delà des interférences administratives, des indiscrétions au sein de la cité de Mbandaka font état de pratiques de « commissionnaires ». Certains élus sont soupçonnés de faire pression sur les institutions publiques pour le recrutement exclusif de leurs proches, au détriment des compétences locales.

Un nouveau naufrage s'est produit dans la nuit du 5 au 6 janvier 2026 sur le Fleuve Congo, entre la Chefferie de Dianga et le village de Bokuma, Territoire de Bolomba. Au moins 6 morts, 73 rescapés et plusieurs disparus ont été enregistrés. Beaucoup de marchandises sont également perdues. Une collision entre une pirogue motorisée transportant des passagers et

une baleinière (immatriculée H/B Zulu) est à l'origine du drame, selon un communiqué du Panel des experts de la société civile de l'Équateur.

### **9° KONGO CENTRAL**

A Kinzau-Mvuetete, Secteur de Sekebanza, le phénomène Kuluna bat son plein, avec à la clé, des maisons d'habitation et de commerce attaquées par des criminels. Plusieurs biens de valeur et de l'argent ont été emportés. Les victimes décrivent ces inciviques comme étant cagoulés et munis d'armes blanches, opérant en groupe et la nuit, principalement dans les quartiers Mobutu et Mbenza Thubi. Ils menacent de mort les occupants de près des habitations, avant de leur soutirer de l'argent et des biens de valeur. Plusieurs personnes ont été grièvement blessées par machettes lors de ces attaques.

Dans la Cité frontalière de Lufu, dans le Territoire de Songololo, la population fait face à une montée inquiétante de criminalité. Plusieurs cas de vols à mains armées et d'incursions nocturnes y ont été signalés, mettant ainsi en péril la stabilité de cette zone commerciale stratégique.

### **10° BANDUNDU**

Des vives tensions ont été enregistrées à la Cité de Panu, située dans le Territoire d'Idiofa. Les éléments de la Police Nationale se sont affrontés avec des bandits urbains communément appelés « Kuluna ». Des morts ont été enregistrés de part et d'autre, provoquant ainsi un déplacement massif de la population vers les forêts environnantes. Les violences ont éclaté à la suite d'une opération de police visant à neutraliser des chefs de ces gangs locaux qui sèment la terreur dans cette partie de la province.

L'arrestation des leaders de ces bandes organisées a déclenché une réaction immédiate et violente de leurs partisans. Les bandits ont lancé des représailles contre les forces de l'ordre, transformant la cité de Panu en champ de bataille.

A Bandundu-ville, cependant, les deux morgues de l'Hôpital Général sont en très mauvais état. La population locale assiste, impuissante, à la putréfaction des corps. Cette déplorable situation pousse les habitants de Bandundu à abandonner momentanément le traditionnel cercueil, au profit des simples sacs mortuaires.

### **11° ITURI**

La province de l'Ituri fait face à la problématique d'enrôlement et d'utilisation des enfants. Parmi les 1.233 enfants associés aux forces et groupes armés identifiés, 455 sont des filles. Tous ces enfants sont sortis des rangs de différents groupes armés locaux.

En date du 03 janvier 2026, le Conseil Provincial de la Jeunesse a mis en exergue les mauvaises conditions de détention, à la Prison Centrale de Bunia, où des enfants en conflit avec la loi ont d'énormes difficultés liées à la prise en charge médicale et alimentaire, retard dans la traitement judiciaire des dossiers, etc.

### **12° SUD-KIVU**

Les hostilités qui ont conduit à la chute de la ville de Bukavu (14 février 2025) et celle d'Uvira, quelques mois plus tard (10 décembre 2025) ont contraint la majorité d'acteurs de la Société Civile à la clandestinité, d'autres se sont réfugiés dans les pays voisins dont le Burundi (plus de 250.000 réfugiés congolais dont 30.000 enfants privés d'école). L'espace civique est devenu, par le fait même, très réduit.

Quant aux autres aspects de la vie courante des populations civiles, il y a lieu d'épingler :

1) Sur le plan de la santé : plusieurs personnes sont décédées des suites du choléra qui sévit dans la Zone de Santé de Ruzizi (Territoire d'Uvira). Les aires de santé touchées sont

Ndunda, Kigurwe et Rusabagi, avec une concentration importante de cas à Ndunda. Cette recrudescence survient six mois après le départ de Médecins Sans Frontières (MSF).

2) Le retrait de l'AFC/M23, le 18 janvier 2026, a plongé la Cité d'Uvira dans un chaos total assorti des scènes de pillages, d'intolérance et de règlement des comptes.

3) Les Territoires d'Uvira, Mwenga et Fizi (précisément les axes Mboko, littoral lac Tanganyika, Fizi-Centre/Kwa Mulima, Sebele–Nemba–Kikonde, ainsi que Lulimba–Kilembwe) sont pratiquement envahis par des milliers de personnes déplacées internes.

4) Les affrontements, entre les Wazalendo et le M23 ont fait plusieurs morts et blessés au mois de janvier 2026, dans le Territoire de Walungu (villages de Bumbalali, Mwendo et Cirhavanyi). Des maisons sont endommagées.